

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2010 - 21 septembre 1995 - 3 F

D 2010 **GUATEMALA** : LE POINT SUR LE RETOUR DES RÉFUGIÉS

Malgré les lenteurs des négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla (cf. DIAL D 1974), le climat politique est à l'apaisement. C'est la raison pour laquelle les paysans guatémaltèques réfugiés depuis quatorze ans au Mexique voisin organisent leur retour au pays. Une première vague de retour avait été négociée en 1993 (cf. DIAL 1750). En 1995 le mouvement s'accélérait, ainsi qu'en témoigne le document ci-dessous. Mais parfois ce n'est pas sans de graves difficultés venant du fait que les terres abandonnées en leur temps par les réfugiés ont été occupées par d'autres paysans. C'est le cas raconté ici au village de San Antonio Tzeja, dans le département du Quiché. Texte tiré de *Envío* de juillet 1995 (extraits).

Note DIAL

LE GRAND RETOUR

Le gouvernement guatémaltèque et les réfugiés guatémaltèques du Mexique eux-mêmes ont qualifié 1995 d' "année du retour". A l'heure actuelle, 5376 réfugiés sont déjà rentrés au pays. 6000 sont en train de négocier leur retour imminent. Et on s'attend à ce que, d'ici la fin de l'année, 17000 autres réfugiés rentrent après quatorze ans d'exil passés dans les camps du sud du Mexique.

Même si le rythme du retour s'est accéléré sous le gouvernement de De León Carpio, la décision de revenir semble être indépendante des conditions qui les attendent au Guatemala. Ceux déjà revenus se plaignent du manque de soutien de la part du gouvernement, du non respect des engagements obtenus par les commissions permanentes de réfugiés, et de l'opposition des propriétaires terriens, voire même de certains paysans qui ont occupé les terres qui étaient les leurs. Pourtant les réfugiés reviennent.

Le 28 juin quelque 300 réfugiés ont été violemment repoussés par des membres de patrouilles d'autodéfense civile¹ à leur arrivée dans leur village d'origine, San Antonio Tzeja, commune d'Ixcán, dans le Quiché.

L'histoire a commencé le 18 avril. Ce jour-là, 64 familles ont quitté le Mexique en direction de leurs parcelles de terre à San Antonio et San Juan Ixcán. Leur retour a été précédé de longues négociations avec le gouvernement guatémaltèque, avec les représentants du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, et avec les paysans qui avaient occupé les parcelles abandonnées lors de l'exode vers le Mexique. Ces derniers avaient accepté un arrangement : le gouvernement leur attribuerait d'autres terres et les dédommagerait pour les améliorations effectuées sur les parcelles.

¹ Sur le problème des patrouilles d'autodéfense civile, cf. DIAL D 859 (NdT).

Mais quand les paysans sont arrivés à La Mesilla, sur la frontière entre le Mexique et le Guatemala, ils ont appris que le chef de la patrouille d'autodéfense de San Antonio, Raúl Martínez, avait détruit les cases construites à leur intention et menaçait de leur interdire l'entrée, en incitant les voisins à s'y opposer également.

Pour éviter les problèmes, les réfugiés de retour se sont rendus à Cantobal, département d'Alta Verapaz, où ils se sont installés dans l'église du village, dans l'attente d'un arrangement avec les membres de la patrouille civile. En dépit des promesses officielles de désarmement de la patrouille de San Antonio, et malgré un mandat d'arrêt lancé contre Martínez pour menaces à l'encontre de membres du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ils passeront là deux mois sans parvenir à un règlement définitif.

Le 26 juin, après soixante-sept jours campés dans l'église de Cantobal, les réfugiés de retour ont décidé de rentrer sur leurs terres sans plus attendre. Le 28, à l'entrée du village, Raúl Martínez et les membres des patrouilles les ont attaqués. Au cours de l'affrontement, plusieurs personnes ont été blessées à coups de machettes.

De la capitale, le gouvernement a envoyé deux pelotons anti-émeutes de la police; et cinq membres d'organisations internationales ont entrepris de négocier avec le groupe de Martínez. Mais au lieu de régler le conflit, les étrangers ont été pris en otages par Martínez et son groupe qui exigeaient de négocier avec le gouvernement.

Uniquement à l'arme blanche

Les otages ont été libérés au bout de vingt-six heures. Malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui et malgré la quantité d'agents de la sécurité présents sur les lieux, Martínez réussissait à s'enfuir.

Le lendemain une réunion a rassemblé le commandant de la base militaire, les membres de la patrouille, les réfugiés de retour, le gouvernement, la Mission des Nations unies pour le Guatemala (MINUGUA) et le Haut commissariat pour les réfugiés. Les paysans de la patrouille ont essayé de convaincre les présents que les réfugiés étaient des guérilleros; ils ont affirmé que l'armée leur avait donné l'ordre de les chasser. Quand le colonel de la base a voulu les corriger, un membre de la patrouille a précisé : *"Sí, c'est vrai. A la base ils nous ont dit qu'on pouvait y aller contre les réfugiés mais seulement à l'arme blanche"*. Le colonel n'a pu que se taire et les autres personnes présentes en sont restées stupéfaites.

Dans les mois précédents, un paysan de la patrouille de San Antonio Tzeja avait résumé pour des journalistes la situation dans le nord du Quiché : *"Les quatorze années de guerre qui viennent de s'écouler nous ont servi d'école. On ne va pas baisser la garde."*

Les soixante-quatre familles de réfugiés sont restées campées à cinq cents mètres de leur village, dans l'attente que la paix revienne à San Antonio Tzeja.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441